



EUROPEAN UNION

OSCE Permanent Council No Vienna, 3 October 2019

EU Statement in response to the presentation by the Secretary General of the 2020 Unified Budget

Les Etats membres de l'Union européenne vous remercient, monsieur le Secrétaire général, pour votre présentation de la proposition de budget unifié pour 2020 et pour l'engagement dont vous faites preuve en tant que gestionnaire en chef de l'OSCE.

Nous formulons par la même occasion tous nos vœux de réussite à la délégation albanaise pour les négociations à venir au sein de l'ACMF, en particulier à Madame Alma KASA. Nous remercions la délégation slovaque, notamment M. Branislav Pavlovič et M. Daniel Horák, pour leurs efforts constants qui ont permis de progresser en particulier sur la question des barèmes de contribution au budget de l'OSCE.

Nous remercions également le Secrétariat ainsi que les gestionnaires de fonds pour leur contribution essentielle à l'élaboration de ce projet. Nous saluons les efforts de clarté qui ont été réalisés dans le document qui nous a été diffusé.

Monsieur le Secrétaire général, nous apprécions dans vos propos introductifs l'accent mis sur la priorisation et l'anticipation. Le contexte difficile marqué par des contraintes budgétaires nationales impose de ne pas se disperser et de savoir se fixer des priorités. Vous soulignez l'opportunité d'adopter une planification stratégique pluriannuelle. Nous réitérons qu'un budget biennuel pourrait en effet

permettre aux Etats participants de mieux orienter les objectifs programmatiques de long terme.

Les Etats membres de l'Union européenne sont le principal contributeur aux budgets de l'OSCE, à hauteur de 65% des budgets du Secrétariat et des institutions et 70% des budgets des missions de terrain, et attachent à ce titre la plus grande attention aux négociations budgétaires annuelles. Nous examinerons avec soin cette première proposition de budget. A ce stade, nous souhaitons rappeler et mettre en exergue un certain nombre de principes et de points.

Nous souhaitons rappeler que toute question relative à la sécurité européenne n'appelle pas nécessairement un traitement par notre organisation, qui ne doit intervenir qu'en fonction des mandats clairement définis par les Etats participants et d'une valeur ajoutée avérée. Dans le même esprit, une tâche fixée à l'OSCE par une décision ministérielle ne doit pas entraîner systématiquement une augmentation budgétaire. Il est plus que jamais nécessaire de rechercher davantage d'efficacités et d'économies, et de concentrer les moyens mis à disposition sur les priorités définies par les Etats participants.

Parmi nos priorités, figure en première place l'allocation de moyens financiers et humains nécessaires à la prévention, la gestion et la résolution des crises, notamment le conflit affectant l'intégrité territoriale de l'Ukraine.

Nous accordons également la plus grande importance aux institutions autonomes qui doivent être en mesure d'accomplir l'intégralité de leurs mandats, notamment en ce qui concerne l'observation électorale par le Bureau des Institutions démocratiques et des droits de l'Homme. Récemment encore, nous avons constaté la nécessité d'allouer des ressources supplémentaires, en adéquation avec ces activités, sans quoi nous sommes contraints de recourir, en urgence, à des reliquats budgétaires qui devraient être restitués aux Etats participants. Nous plaidons en faveur de budgets plus ambitieux pour les institutions autonomes. Les Etats Membres de l'Union Européenne reconnaissent la possibilité pour les missions de terrain de voir leur budget augmenter, lorsque cela est nécessaire.

Monsieur le Secrétaire Général, comme les années précédentes, nous examinerons avec rigueur la nouvelle augmentation proposée des dépenses pour le Secrétariat ainsi que les demandes de création de postes. Nous réitérons que les sources d'économie dans les coûts de personnel doivent rester une priorité.

Nous notons la proposition, pour la seconde année, de créer un Fonds d'investissement de capitaux, alors que cette proposition n'a pas fait consensus l'année dernière. Dans ce fonds, les dépenses concernent uniquement le Secrétariat. Certaines s'apparentent à des investissements, d'autres à des dépenses courantes de fonctionnement, qui ont toute leur place dans le budget du Secrétariat.

La réduction proposée de 10 postes au Fonds d'Augmentation reste insuffisante, alors que nous demandons depuis tant d'années la suppression de ce fonds, initialement temporaire.

Nous attendons que soit résolue la question du remboursement sur le budget unifié des taxes perçues par certains Etats participants sur les revenus des personnels locaux des opérations de terrain. La décision responsable prise par l'Ouzbékistan de s'acquitter de ses obligations en la matière montre qu'un règlement est possible et dépend de la volonté politique des Etats participants concernés.

Comme vous, monsieur le Secrétaire général, nous espérons que le budget sera adopté dans les meilleurs délais, si possible avant le 20 décembre, car nous sommes conscients qu'un retard dans l'adoption des budgets nuit fortement à la bonne gestion administrative et financière de l'Organisation.

Enfin, nous souhaitons rappeler notre attachement à l'amélioration indispensable de la répartition de la charge entre Etats participants. Depuis l'expiration des barèmes de contribution en décembre 2017, ce ne sont que des solutions provisoires ou temporaires qui ont été adoptées. Les efforts fournis par la présidence slovaque en faveur d'une solution de long terme, que nous saluons et soutenons, doivent se poursuivre, afin qu'un consensus, qui reste indispensable, soit trouvé avant le 31 décembre sur des barèmes.

Nous vous remercions pour votre attention.

The Candidate Countries REPUBLIC of NORTH MACEDONIA*, MONTENEGRO*, SERBIA* and ALBANIA*, the Country of the Stabilisation and Association Process and Potential Candidate BOSNIA and HERZEGOVINA, as well as GEORGIA align themselves with this statement.

* Republic of North Macedonia, Montenegro, Serbia and Albania continue to be part of the Stabilisation and Association Process.